

Les projets à venir en Russie épuiseront probablement les contributions de 132 millions d'ECU versées au compte de sécurité nucléaire. S'il est jugé essentiel de venir en aide à l'Ukraine, il faudra modifier les priorités ou changer le niveau des contributions. Le Canada a versé 7,5 millions \$ (4,7 millions d'ECU) sur les 30 millions \$ engagés dans l'Initiative canadienne en matière de sécurité nucléaire juste avant le Sommet de Munich en 1992. L'Initiative canadienne fera appel à l'expertise du Canada dans la technologie CANDU car elle utilise des réacteurs à tubes de force qui ont des affinités avec les réacteurs RBMK russes. Depuis deux ans, des experts canadiens collaborent avec un consortium international et avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui, l'un et l'autre, travaillent à l'évaluation de la sécurité du RBMK et à l'étude des sujets de préoccupation et des mesures correctrices possibles.

Les projets bilatéraux menés dans le cadre de l'Initiative canadienne avec la Russie, l'Ukraine et la Lituanie comprennent des programmes d'assistance technique, d'améliorations techniques à la conception du RBMK, de procédures de sécurité et de formation en matière de réglementation. Dans le cadre du programme de sûreté et de génie nucléaires qu'entreprend Énergie atomique du Canada Limitée, une équipe d'experts canadiens sera envoyée à Moscou et à la centrale nucléaire de Sosnovy Bor pour y travailler avec les administrateurs et les employés. Des employés du Comité de la sécurité nucléaire et de la radioprotection de l'Ukraine suivent actuellement des sessions de formation au Canada dans le cadre du programme de formation en matière de réglementation de la Commission de contrôle de l'énergie atomique.

Le ministre des Affaires étrangères a annoncé le 1^{er} avril 1994 de nouvelles mesures d'aide d'une valeur de 15 millions \$ à titre de contribution du Canada au programme international destiné à soutenir le plan de dénucléarisation de l'Ukraine. Les mesures canadiennes comportent de l'assistance pour la réhabilitation de l'environnement, le contrôle des rayonnements, la gestion des déchets nucléaires et le stockage du combustible irradié.

La Banque mondiale, la BERD et l'Agence internationale de l'énergie de l'OCDE collaborent à la préparation de stratégies en matière d'électricité d'origine nucléaire et de sécurité nucléaire pour les pays de l'ex-Union soviétique et de l'Europe centrale et orientale. L'élaboration de ces stratégies se fait avec les pays concernés et elle vise à trouver une solution acceptable qui permettrait de fermer rapidement les centrales nucléaires les moins sûres.

Le Sommet de Naples sera, pour les leaders, l'occasion de passer en revue les progrès réalisés au cours de l'année écoulée et de recommander de nouvelles mesures pour réduire les risques que présentent les réacteurs nucléaires de conception soviétique.